

S'ACHEMINE VERS L'INDÉPENDANCE

en Afrique noire. Il faudra concéder davantage de pouvoirs aux gouvernements locaux. A l'échelon fédéral de l'A.O.F. et de l'A.E.F. les partis africains, y compris le R.D.A., semblaient unanimes à vouloir l'institution d'un Exécutif africain afin de contre-balancer la balkanisation engendrée par la loi-cadre. Résolument opposé à un gouvernement fédéral, le président du R.D.A., Houphouët, en minorité dans son parti sur cette question, a néanmoins réussi, semble-t-il, à torpiller cette solution. Autre sujet en discussion: la modification du titre VIII de la Constitution substituant, à l'Union Française morte-née, une solution fédérale proposée par les uns, une confédérale proposée par d'autres.

Toutes ses solutions au compte-goutte cherchent à biaiser avec les aspirations africaines profondes et n'arrivent pas à soutenir le rythme d'évolution de la conscience des masses.

La plus grande importance fut attachée à la conférence des partis africains qui devait en quelque sorte clôturer cette prétendue quinzaine africaine. Les masses africaines désireuses d'aborder les phases décisives de leur libération exercent une grande pression pour l'unification des partis. La conférence réunie à Paris à l'écart du climat africain doit rechercher une formule d'accord sur un programme minimum ou maximum et une unification du combat soit par la fusion des partis, soit au moyen d'un front unique. Le R.D.A. émet plus ou moins la prétention d'absorber les autres formations. Des leaders comme Senghor, Lamine-Guèye et d'autres, dont le programme est sensiblement équivalent à celui des chefs du R.D.A. accepteront difficilement d'être traités aussi cavalièrement. Les uns et les autres sont toutefois mûs par un même désir d'établir le front au sommet pour mieux résister à la poussée de la base et chercheront à cet effet de trouver une solution satisfaisante à leurs yeux.

L'exclusive jetée d'emblée par les grands leaders à l'encontre du jeune Parti Africain de l'Indépendance chassé brutalement de la Conférence à laquelle il avait été régulièrement convié dévoile on ne peut

plus nettement leurs intentions. Le motif de cette exclusion fut le refus du P.A.I. de réaliser l'unité organique sur la base de la « communauté franco-africaine » avec la France impérialiste. Ce parti avait proposé, quant à la loi, « la constitution d'un front de lutte anti-impérialiste pour la conquête de l'indépendance nationale. »

La réalité que cherchent à recouvrir tous ces conciliabules, c'est celle des conflits sociaux aigus comme celui qui secoue le Dahomey à la suite des grèves et du lock-out à l'Huilerie d'Avranchou qui n'est rien d'autre qu'un des épisodes de l'épreuve de force livrée par le colonialisme au syndicalisme africain sûr de sa force. Cette réalité, c'est la grève générale de solidarité déclenchée au Dahomey le 24 janvier et les manifestations de rues tout au long de la journée à Kotonou avec l'intervention des troupes tirant sur la foule et tuant deux manifestants. C'est la grève générale des fonctionnaires réalisée en A.D.F., sauf en Guinée et en Côte d'Ivoire, du 10 au 13 février malgré le contre-ordre de dernière heure de la direction fédérale des syndicats. Aux côtés des revendications de revalorisation des salaires figurait la demande « d'une définition nouvelle et précise des rapports entre l'Afrique Noire et la métropole, pour l'unité du territoire et l'autonomie complète. »

La réalité c'est aussi, par ailleurs, le rebondissement de la crise au Kamerun qui met fin aux prétentions de M'Bida de jouer les pacificateurs et répond au désir des populations du retour dans la légalité de l'U.P.C. La réalité, ce sont encore les manifestations quasi unanimes à Madagascar en faveur d'une indépendance qui ne peut plus être différée.

Les véritables aspirations africaines, le vrai climat d'Afrique noire il faut le rechercher dans les manifestations et résolutions des syndicats africains de l'U.C.T.A.N., des étudiants d'Afrique noire en France et à Dakar, des organisations de jeunesse et de partis comme le P.A.I. et l'U.P.C. Kamerunais et non dans les discours de Houphouët ou de Senghor.

Bolivie

Castro MATORANA leader paysan, militant trotskyste assassiné

Le militant trotskyste et dirigeant des syndicats paysans Castro Matorana a été assassiné dans la province de Zudanez.

Il était allé dans cette province pour combattre les abus commis par les propriétaires fonciers et dénoncer le mauvais fonctionnement des organismes de la réforme agraire. Aussi les éléments privilégiés de cette région décidèrent-ils de se débarrasser de lui. Il fut attaqué une première fois au cours d'une réunion par un commando du M.N.R., puis il fut assassiné lors d'une seconde agression.

Les paysans indignés ont résolu de détruire le commando du M.N.R. qui avait attaqué notre camarade. Le Parti Ouvrier Révolutionnaire bolivien et de nombreuses organisations syndicales ont protesté contre le crime et rendu hommage à la mémoire de Castro Matorana.

La crise de la direction stalinienne en Allemagne Orientale

La crise internationale du stalinisme vient de trouver une manifestation particulièrement importante en Allemagne orientale, environ trois mois après que les bureaucrates du monde entier se soient alignés sur la « déclaration des 12 » lors du 40^e anniversaire de la Révolution d'octobre.

La crise en Allemagne orientale a un double aspect, politique et économique — dont on trouvera un aperçu détaillé dans un article paru dans le numéro de janvier de « Quatrième Internationale » et qui indiquait qu'Ulbricht se trouvait depuis des mois aux prises avec des tendances opposées à sa politique.

La situation économique est particulièrement difficile. Le mécontentement des masses grandit. Il se manifeste à la base du S.E.D. et trouve son reflet jusque dans les sommets. C'est un processus désormais classique. Pendant plusieurs sessions du Comité Central, Ulbricht se heurta à des résistances d'autant plus notables qu'on sait qu'il est resté le plus « stalinien » des dirigeants dans les « démocraties populaires ». Dans l'opération que vient de faire Ulbricht il est assez probable qu'il y a, à la manière bureaucratique habituelle, un amalgame d'adversaires ayant des positions différentes entre eux. Mais, d'autre part, il semble qu'Ulbricht ait commencé par frapper sur ceux qui demandaient un changement de régime politique, une sorte de normalisation des rapports avec la base du parti et avec les masses, et que — sur la base de cette première victoire — il s'en prend maintenant à ceux qui mettaient l'accent sur la nécessité d'une autre orientation économique, d'une orientation faisant des concessions dans le domaine des biens de consommation.

De toute façon, ce qu'Ulbricht peut remporter c'est une victoire bureaucratique dans l'appareil. Autre chose est de donner une solution autre qu'un régime plus dictatorial et plus oppressif à une situation qui s'est considérablement aggravée. C'est à Berlin-Est qu'avait commencé en juin 1953 le premier grand conflit des post-staliniens avec les masses. Toute crise intérieure a, là-bas plus que partout ailleurs, des implications internationales considérables. Par le déchirement de l'Allemagne, la classe ouvrière de ce pays a connu, depuis la chute du nazisme, des conditions artificielles qui ont favorisé les directions réactionnaires de la social-démocratie et du stalinisme. Mais juin 1953 a montré les énormes potentialités de la classe ouvrière allemande. La crise actuelle de la direction du S.E.D. peut être le point de départ d'une nouvelle étape de la crise internationale du stalinisme, et d'un renouveau de la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand et européen.

gouvernement contre les étudiants d'Afrique noire

en Afrique, le VIII^e Congrès enregistre avec satisfaction le chemin parcouru dans la lutte anti-colonialiste (Kamerun, Togo, Algérie) et pour l'éveil de la conscience des masses africaines, grâce à l'action conjuguée de ces forces vives décidées à promouvoir une politique conforme aux véritables aspirations populaires

Face à la loi-cadre, mystification qui n'a d'autre but que de semer la confusion et de freiner le processus historique de notre libération, les travailleurs, les jeunes et les étudiants d'Afrique noire s'engagent à sceller leur unité et à créer les conditions concrètes de la formation d'un front de lutte pour l'unité et l'indépendance nationales.

U.G.E.A.O. : Ly Tidiane Baïdi.
U.G.T.A.N. : Diallo Saydou.
C.J.A. : Faber Paul.
F.E.A.N.F. : Kutuklui Noé Efoé.

RESOLUTION DE POLITIQUE GENERALE

Le VIII^e Congrès de la F.E.A.N.F., réuni à Paris du 27 au 31 décembre 1957, en présence de :

L'Union Générale des Travailleurs d'Afrique noire,
Le Conseil de la Jeunesse d'Afrique,
L'Union Générale des Etudiants d'Afrique Occidentale,

1^o Réaffirme les positions fondamentales définies par le 7^e Congrès, à savoir: la lutte pour la conquête de l'indépendance politique, et la réalisation de l'unité de la patrie africaine.

2^o Déclare que, compte tenu de la nature particulière de l'impérialisme français, l'indépendance doit être conquise, non par une addition de réformes illusives, mais par une lutte révolutionnaire des masses populaires africaines.

La F.E.A.N.F., consciente de ses responsabilités propres, s'engage à redoubler d'efforts pour accélérer la prise de conscience politique de ces masses à lutter à leurs côtés pour la libération totale des peuples d'Afrique.

3^o Proclame la détermination de la F.E.A.N.F. de soutenir toute organisation ou parti politique africain ayant clairement opté pour l'indépendance nationale.

du Parti Africain de l'Indépendance

Le P.A.I. est né de la constatation du divorce existant entre les désirs des masses et la politique menée par les leaders africains, notamment au Parlement. Le programme nettement affirmé du P.A.I. est l'indépendance de l'Afrique et le socialisme. Nous nous proposons d'examiner plus largement dans un prochain numéro la plateforme de ce parti très prometteur.

4^o Salue d'ores et déjà, la lutte héroïque du peuple et des patriotes kamerunais et s'engage à tout mettre en œuvre pour qu'un soutien effectif leur soit apporté sur le plan africain comme sur le plan international.

ENGAGEMENT ET ACTION

La F.E.A.N.F., réunie en Congrès du 27 au 31 décembre à Paris, salle des Sociétés Savantes :

— Après avoir étudié la situation actuelle au Kamerun — et replacé dans son contexte historique le problème kamerunais,

— Considérant que la lutte du peuple kamerunais pour se libérer du joug colonial est un fait historique capital dont la portée dépasse à coup sûr les limites géographiques du Kamerun et conditionnera dans une large mesure l'avenir immédiat, voire lointain, de toute l'Afrique noire sous domination française,

- 1) Décide de faire sienne la lutte du peuple kamerunais;
- 2) Affirme solennellement sa solidarité totale avec les patriotes kamerunais et s'engage à tout mettre en œuvre pour les soutenir dans leur action;
- 3) Inscrit le problème kamerunais comme le premier point de sa plateforme d'action pour l'année 1958 et s'attache à organiser une semaine de solidarité;
- 4) Recommande à son Comité Exécutif que partout dans les conférences internationales et les Congrès d'étudiants le problème kamerunais soit mis en exergue;
- 5) Demande également à l'U.G.T.A.N., au Conseil de la Jeune Afrique et aux camarades de l'U.G.E.A.O. de créer partout en Afrique des Comités de solidarité et de soutien pour mobiliser l'opinion en faveur des patriotes kamerunais.

U.G.E.M.A.

Le VIII^e Congrès de la F.E.A.N.F.,

— Considérant la similitude de situation des peuples d'Afrique noire et du peuple algérien en lutte pour la reconquête de leur indépendance et de leur souveraineté,

— Considérant la similitude des buts de la F.E.A.N.F. et de l'U.G.E.M.A., toutes deux engagées dans la même lutte,

— Salue la lutte héroïque des étudiants algériens à côté de leur peuple pour la reconquête de son indépendance nationale et de sa liberté, honorant ainsi la meilleure tradition des étudiants des pays coloniaux.

— Appelle les gouvernants français à cesser l'entreprise de génocide dirigée contre le peuple algérien.

— Réexprime sa solidarité totale à l'U.G.E.M.A.

— Exige vie sauve et liberté immédiate de Khemisti et de tous les membres de l'U.G.E.M.A. illégalement arrêtés.

— Attire particulièrement l'attention du gouvernement français sur la nécessité d'un règlement pacifique du problème algérien par les seuls moyens efficaces, ceux de la négociation avec ceux qui se battent sur la base de l'indépendance de l'Algérie.